débuts de la Révolution et la chute de la monarchie (mai 1789 / sept 1792). La majorité de l'assemblée, - Tiers état unanime, bas clergé et un certain nombre de nobles liberaux, était décideé à mettre fin , non pas à la monarchie, mais à l'Ancien Régime. Mais le gouvernement n'avait pas décidé si le vote aurait lieu par ordre (selon la tradition) ou par tête, ce réclamaient les partisans des réformes, qui se savaient majoritaires. Le conflit se prolongeant, le Tiers se déclara assemblé nationale (17 juin) et, pas le serment du jeu de paume (20 juin), s'engagea à ne pas se séparer sans donner une constitution à la France. Louis XVI, après un semblant de résistance, céda et, sur son ordre, la noblesse et le clergé se joignirent à l'Assembleé nationale constituante (9 juill.). Dès le début de la Révolution, Paris prenait ainsi l'initiative et allait la conserver pendant les cinq anneés les plus agiteés de l'histoire de France. La prise de la Bastille (14 juill) parut le symbole de la chute de l'Ancien Régime et provoqua des transports d'enthousiasme .La bourgeoisie parisienne improvisa une garde nationale, une municipalité. Dans toute la France, en ce mois de juill . 1789, se répandit une étrange agitation, entretenue par les sociétés de penseé révolutionnaires: ce fut la « Grande peur». Les paysans s'armaient pour repousser des brigands imaginaires, puis s'attaquaient aux intendants, aux percepteurs, aux

fonctionnaires royaux, brûlaient les châteaux, parfois avec leurs occupants. L'assembleé, inquiète, abolit les droits féodaux et les privilèges (4 août) puis vota la déclaration des droits de l'homme (26 août), inspirée de la déclaration des droits américaine (1776). Ce texte, qui devait avoir un retentissement universel, n'était pourtant qu'une manifestation theorique, une profession de principes, sans effet juridique. Mais Louis XVI croyait contenir la révolution par des intimidations militaires : à la fin du mois de sept 1789, il appela à Versailles le régiment de flandre. Cette tentative de réaction provoqua les journées des 5 et 6 oct : inquiets du manque de blé, excités par des agitateurs, plusieurs milliers de parisiens marchèrent sur Versailles et ramenèrent le roi et sa famille dans la capitale ; l'assembleé suivit et Paris allait désormais peser de tout son poids sur le cours des événements, avec ses journalistes, ses démagogues, ses clubs (société des Amis de La constitution ou Jacobins, société des Amis des droits de l'homme et du Citoyen ou Cordeliers, etc.)

En quelques mois, l'assemblée prit une série de mesures qui bouleversèrent complètement le visage traditionnel de la France: les biens du clergé furent confisqués (2 nov.1789) et servirent de garantie aux assignats (17 déc).

Enfin la constitution du 1791, tout en conservant la monarchie héréditaire, instituait la séparation des pouvoirs mise à la mode par

Montesquieu. Toutes ces réformes furent accueillies avec enthousiasme par la majorité du pays et la fête de la Fédération (14 juin . 1790) fut une grande manifestation d'unité nationale . Louis XVI avait dû sanctionner la constitution civile, mais catholique sincère, il réprouvait profondément la politique religieuse de l'assemblée. Pour échapper à celle-ci et au peuple de Paris, il s'enfuit secrètement (20 juin 1791) pour rejoindre les troupes fidèles campées aux frontières de l'EST. Arrêté à Varennes ramené à Paris, le roi perdit désormais la confiance de la nation. On vit apparaître des républicains, le club des Cordeliers, qui réclamait la déchéance du roi, organisa une manifestation populaire qui finit dans le sang (fusillade du champ de mars, 17 juill 1791). la constituante se contesta de suspendre louis XVI de ses fonctions, qu'elle Lui rendit d'ailleurs, avant de se séparer (30 sept. 1791.) Sous la pression des girondins, louis XVI déclara la guerre au «roi de Bohème et de Hongrie » (20 avr. 1792) La Prusse se joignit aussitôt à l'empereuret la guerre commença de façon désastreuse pour l'armée française complètement

désorganisée.

Tandis que l'assemblée proclamait la Partrie en danger (10 juill.), l'armée prussienne pénétrait en champagne et son chef publiait le « manifeste de Brunswick »(25 juill). Cette provocation, qui compromettait louis XVI, électrisa l'opinion; pour la première fois peut-être depuis la guerre de cent ans, le patriotisme s'ffirma

dans un sentiment de haine violente contre l'étranger. Le roi, qui apparaissait désormais aux yeux de l'opinion comme un allié de l'étrnanger, n'eut d'autre recours que de se placer sous la protection de l'assemblée.

Cédant à l'émeute, celle-ci suspendit de ses fonctions le roi, qui fut enfermé au temple, ainsi que la famille royale. Une convention nationale chargée de réviser la constitution, fut convoquée. Mais les nouvelles militaires continuaient d'être mauvaises(capitulation de longwy, 23 août; de Verdun, 2 sept). Un vent de défaitisme et de panique commençait à souffler. Les chefs de la commune de , avec la complicité de Marat, organisèrent alors l'irréparable : non plus une simple émeute, toujours excusable, mais le massacre systématique des suspects qui s'entassaient dans les prisons parisiennes (2/7 sept . 1792) . Quelques jours plus tard, à Valmy, l'armée prussienne de Brunswick se repliait, après une simple canonnade, devant l'armée révolutionnaire commandée par kellermann (20 sept. 1792). Cet événement, sans véritable portée militaire, était une grande victoire morale pour la France et pour la révolution. Dès sa réunion (21sept.1792), la nouvelle assemblée, la première convention, déclara la royauté abolie et proclama la république. Louis XVI, dont on avait découvert aux Tuileries la correspondance secrète avec les souverains étrangers, fut décrété d'accusation et son jugement commença devant l'assembléé en

déc 1792. La convention condamna à mort Louis XVI, qui fut guillotiné (21 janv. 1792). La magnifique campagne d'Italie(1796/97) avait porté au premier plan Bonaparte, qui força l'Autriche à signer la paix de campo Formio (Oct. 1797). les militaires, désormais, dictaient la politique étrangère de la France. Les années 1789/99 virent la création de nouveaux États satellites : Républiques helvétique, ligurienne, cisalpine, romaine, parthénopéenne. Les ambitions françaises ne connaissaient plus de bornes et Bonaparte emmenait son arméé en Égypte.Pour frapper la puissance coloniale britannique sur la route des Indes(1798/99). Pour résister à cette expansion se forma en Europe une seconde coalition (Angleterre, Autriche, Naples, Russie, Turquie); les armées du Directoire furent chassées d'Italie par Souvarov. A la nouvelle des défaites militaires, Bonaparte laissa son armée en Égypte et rentra précipitamment en France (Oct. 1799). Le directoire, aux prises avec la faillite et le mécontentement général, était maintenant à la merci d'un coup de force. Craignant une restauration monarchique, les anciens révolutionnaires étaient prêts à se donner à n' importe quel maitre qui leur garantirait les positions acquises. Appuyé par Siéyès ,aidé par son frère lucien , qui présidait les cinq -cents, Bonaparte dispersa les membres des conseils, forca les directeurs à donner leur démission et s'empara du pouvoir :ce fut le coup d'État des 18/19 brumaire an VIII (9/10 nov. 1799). La Révolution s'achevait par une dictature militaire qui allait se

montrer plus autoritaire que n'avait jamais été la monarchie absolue. Bonaparte institua un gouvernement et une administration centralisés; les administrateurs élus de l'époque révolutionnaire furent remplacés par des fonctionnaires nommés par le pouvoir ; la justice fut également fonctionnarisée; la division en départements, fut maintenue, mais à la tête de chaque département fut nommé un préfet, créature, du geuvernement central. D'emblée Bonaparte plaça l'État au -dessus des partis. Il choisit ses collaborateurs sans tenir compte de leurs, passé politique, favorisa le ralliement des Vendéens, des émigrés (amnistie générale, avr. 1802), mais frappa impitoyablement tous les opposants irréductibles(déportation de jacobins après l'attentat de la « machine infernale», déc 1800; enlèvement et exécution du duc d'Enghien, mars 1804, etc.). En quelques années, sous l'impulsion d'un homme d'État âgé de trente ans à peine, furent posées la plupart des institutions fondamentales sur lesquelles devait vivre la France jusqu'à nos jours. Préparant la restauration de l'absolutisme à son profit, bonaparte se fit donner le consulat à vie (2 août 1802), puis restaura la monarchie sous la forme de l'empire autoritaire (juill. 1804). Le sacré de l'empereur par le pape, à notre - Dame(2 déc. 1804), semblait fonder une légitimité nouvelle. Malgré une civilisation commune, l'Europe n'était qu'un chaos d'Etats et perdait sa force en des guerres continuelles. Napoléon voulut faire l'Europe, mais ses idées sur l'organisation.

du continent étaient assez contradictoires. Dès 1803 il avait dit à Miot . de Mélito :Il n'y aura de repos en Europe que sous un seul chef, sous un empereur qui aurait pour officiers des rois, qui distribuerait des royaumes à ses lieutenants, qui ferait l'un roi d'Italie l'autre roi de Bavière, celui -ci landammann de suisse, celui - là Stathouder de Hollande, tous ayant des charges dans la maison impériale....-et c'est bien ce qu'il fit peu après, disposant de Naples, de la Hollande, des duchés italiens, de l'Espagne en faveur de ses frères, de ses soeurs, de Murat. Cette Europe satellite de « Grande nation» française, il la rêvait volontiers soumise à des lois uniformes (« Il faut que tous les pays réunis soient comme ..la France, et, si vous réunissez jusqu'aux colonnes d' Hercule et jusqu' au Kamtchaka, il faut que les lois de la France s'y entendent». 1805; « pourquoi mon code Napoléon n'eut il pas servi de base à un code européen, et mon université impériale à une université européenne ?De la sorte , nous n' eussions, en Europe, composé qu' une seule et même famille ...>, à les Cases ,Sainte - Hélène). La contradiction fondamentale de la pensée napoléonienne, c'était de vouloir réaliser cette unité européenne par la politique des nationalités, qui, précisément, allait , après lui , déchirer l' Europe pendant un siècle et demi .L'oeuvre européenne de Napoléon 1^{er} fut essentiellement revolutionnaire :c'est à elle qu'il faut faire remonter tous les mouvements

libéraux et nationalistes du XIX^e . s. Les conséquences en devaient être graves pour l'avenir français, pendant des siècles, la force essentielle de la France avait été de constituer le seul grand État national du continent, en face des Habsbourgs autrichiens ou espagnols qui régnaient sur des peuples divers, aux intérêts souvent opposés, disséminés en flandre, en Allemagne, en Italie. Cet atout majeur, la France, au terme de l'aventure napoléonienne, l'avait perdu pour toujours. En 1810, l'empire de Napoléon s'entendait de Hambourg à Rome, de la mer du Nord à l'Adriatique, et comprenait 130 départements. En 1814, la France se trouvait réduite à l'hexagone et l'heure de son hégémonie sur l'Europe était à jamais révolue. La restauration (1814/30). Napoléon vaincu et parti pour l'ile d'Elbe les Alliés restaurèrent les Bourbons, sans grand enthousiasme, parce qu'ils n'avaient pas d'autre solution. La Restauration se fit avec le concours du personnel impérial, qui ne songeait qu'à conserver ses places, et sans résistance de la part d'une population lassée de la guerre et de la conscription. Louis XVIII signa le premier traité de Paris (30 mai 1814), qui ramenait la France à ses frontières de 1792, et il octroya aux français une charte constitutionnelle (4juin).

De l'Ancien Régime, n'était rétabli que le décorum: pour marquer la continuité avec la monarchie, Louis XVIII data la charte de la dix-neuvième annéé de son règne, il remplaça le drapeau tricolore par le drapeau blanc, donna aux émigrés revenus en France les charges de cour ressuscitées avec les anciens titres et l'ancien cérémonial. Ces mots, ces symboles déjà désuets suffirent pour inquiéter l'opinion : la bourgeoisie craignit de voir remise en question la possession des biens nationaux ; les officiers de l'armée impériale , réduits à la demisolde, s'irritaient de leur oisiveté; le drapeau blanc était à peu près unanimement détesté. Napoléon profita de ce mécontentement pour revenir de l'île d'Elbe : débarqué au golfe Juan le 1 mars 1815, il vit aussitôt se rallier à lui l'armée et le peuple. Tandis que les Bourbons prenaient la fuite en Belgique. l'empereur se présentait comme l'héritier de la Révolution (acte additionnel aux constitutions de l'Empire, 22 avr 1815). L'aventure des cent-jours devait finir par la défaite décisive de Waterloo (18 juin 1815), mais elle laissa des traces durables dans la vie politique Française. C'est elle qui réalisa la conjonction du bonapartisme et du libéralisme, sur laquelle devaient se briser, au XIX es, tous les essais Français de monarchie constitutionnelle. Quand Louis XVIII remonta sur le trône (juill 1815), la France était divisée en deux camps hostiles. Du moins la Restauration

avait-elle empêché le démembrement de la France, que certaines puissances réclamaient en 1815 ; elle avait obtenu l'évacuation des troupes étrangères et l'entrée de la France dans la Sainte-Alliance (congrès d'Aix-la-chapelle, 1818). Pour demander la «réforme» commença en 1847 une campagne de banquets (les autres manifestations publiques étaient interdites), mais Guizot s'entêta. Une manifestation populaire fut organiséé pour demander son renvoi et Louis-philippe allait céder, mais la troupe tira, et il y eut des morts. Paris s' insurgea à nouveau, se couvrit de barricades. Louis-philippe, surpris, abdiqua en faveur de son petit-Fils mais les émeutiers avaient envahi la chambre et la République fut proclamée (24 févr 1848). La révolution de 1848 reste un tournant de l'histoire de la France et même du monde, car elle fut pour la première fois, l'entreé du prolétariat sur la scène politique. Sans doute, la plupart des animateurs de cette révolution, comme Lamartine et Arago, étaient encore des bourgeois, mais ils voulurent vraiment faire la révolution pour le peuple : ils établirent le suffrage universel pour toutes les élections, la liberté de la presse, la liberté de réunion (prolifération des clubs), ils ouvrirent la garde nationale aux ouvriers, décréterent l'abolition de la peine de mort en matière politique et de l'esclavage aux colonies. La crainte de la révolution sociale rallia à Louis-Napoléon la majorité de la

nation : le coup d'État sut massivement approuvé par le plébiscite du 21 déc. 1851 et à la suite d'un nouveau plébiscite, l'Empire fut proclamé (2 déc 1852). Régime de pouvoir personnel, soutenu par la bourgeoisie orléaniste ralliée et par le clergé, le second Empire s'efforça de dépolitiser le pays qu'il tenait par ses préfets et par les maires nommés, tutelle de la presse (régime mise en «avertissements» établi dès févr 1852) et de l'université (suppression des agrégations d'histoire et de philosophie), par électorale (candidature officielle), par la pression policière (commissions mixtes), par surveillance magistrature aux ordres du pouvoir. Pour faire oublier la perte des libertés, l'Empire voulut donner à la France la gloire militaire et la prospérité économique. La guerre de Crimeé (1854/56) se termina par le congrès de Paris, où la France parut avoir reconquis le premier rang en Europe. Napoléon III , héritier de la «politique des nationalités» inaugurée par son oncle, se fit, après l'attentat d'Orsini (1858), le champion de l'indépendance italienne : les deux sanglantes victoires de Magenta et de Solferino (juin 1859), si elles ne satisfirent pas tout à fait les ambitions du Piémont, plus ou moins abandonné par Napoléon III à l'entrevue de Villafranca, valurent, du moins à la France l'annexion de Nice et de la savoie (traité de Turin, 1860). L'empereur envoya des

expéditions en Syrie et en Chine, pour protéger les intérêts spirituels et matériels français; en Algérie, il tenta sans grand succès d'imposer aux colonies une politique libérale en faveur des Algériens; l'expansion coloniale fut marquée par l'acquisition de la Nouvelle-Calédonie, par la colonisation du Sénégal, la conquête de la cochinchine, l'établissement du protectorat français sur le Cambodge, l'installation de la France à Obock, sur la mer Rouge. L'ouverture du canal de suez (1869), qui était une initiative française, contribua également à rehausser le prestige du régine. Le second Empire sut une époque de grand essor économique. c'est alors que furent fondés les principaux établissement de crédit français: crédit foncier(1852), crédit mobilier (des frères Pereire , 1852), crédit industriel et commercial (1859), crédit lyonnais (1863), société générale (1864), --- et les premiers grands magasins: Bon marché (1852), Louvre (1855), Belle Jardinière (1856), Le réseau des chemins de fer passa de 2000 à 18000 km de 1848 à 1870 ; les ports furent améliorés de grandes compagnies de navigation virent le jour (messageries maritimes , 1851 ; compagnie générale transatlantique , 1862) . Quand Napoléon III se décida à établir un régime parlementaire (ministère Émile ollivier, avr 1870), l'Empire était déjà près de sa chute. Depuis quelques années, les mécomptes en politique extérieure se succédaient : à l'expédition désastreuse

du Mexique (1861 / 67), s'ajoutèrent les incertitudes de la politique italienne, les maladresses de la diplomatie des «pourboires», par lesquels Napoléon III essaya de vendre à Bismarck sa neutralité en face de l'unité allemande. Souhaitée par Bismarck, qui voulait sceller l'unité par une grande lutte nationale, la guerre fut déclarée avec une folle insouciance par la France (V.FRANCO-ALLEMANDE, Guerre). les défaites militaires se succédèrent rapidement et la capitulation de Sedan (2 sept 1870) provoqua la révolution pacifique du 4 sept. 1870 et la proclamation de la République. La III e République de 1871 à 1914. Les chefs de l'opposition républicaine (Jules Favre, Jules Simon, Jules Ferry, Gambetta), formèrent un gouvernement de la Défense nationale (V.) dans la présidence fut confiée au général Trochu. Paris fut assiégé dès le 19 sept, mais les républicains, exaltés par les souvenirs de la levée en masse de 1792, voulurent poursuivre la résistance à outrance. Gambetta prit la tête de la délégation de Tours, qui organisa la résistance en province. Malgré leur, héroisme, les armées improvisées furent battues, Paris dut capituler le 28 janv. 1871 et, le même jour, fut signé l'armistice francoprussien. Une Assemblée nationale, élue au suffrag universel (y compris dans les territoires occupés par les allemandes), se réunit à Bordeaux (févr.); elle comportait une majorité de ruraux monarchistes, favorables à la paix. Désigné

comme chef du pouvoir exécutif, Thiers, qui avait fait preuve d'une grande clair-voyance en essayant, l'année précédente, d'empêcher la guerre, fit ratifier les prélimin aires de la paix, qui fut signéé à Francfort (10 mai 1871) : la France perdait l'Alsace-Lorraine et se voyait imposer le paiement d'une énorme identité de guerre de 5 milliards de francs. Thiers dut faire face à la commune (18 mars / 28 mai 1871), insurrection parisienne provoquée par l'humiliation de la défaite, la misère du siège et les décisions de l'assemblée de Bordeaux qui, sans Tenir compte des circonstances, venait d'ordonner le paiement des loyers et des dettes. La commune fut sauvagement réprimée par l'armée des Versaillais (environ 20000 morts, plus de 30000 arrestations, plus de de 7000 déportations) ; le mouvement ouvrier en France se Trouva décapité pour une vingtaine d'années. La constitution de 1875 assemblée contrainte d'établir un régime oeuvre d'une qu'elle redoutait, devait se révéler la plus durable de toutes celles que la France a essayées depuis 1791. Les élections de 1876 ayant apporté la victoire aux républicains, Mac-Mahon essaya de résister, renvoya Jules Simon (« coup d'État » du 16 mai 1877) et prononça la dissolution de la chambre. Mais les nouvelles élections (oct 1877) consacrèrent la victoire républicaine : Mac-Mahon se soumit avant de se démettre (janv 1879). Après l'élection de Jules Grévy à la présidence de la

 \bigcirc

0

Ö

0

0

()

0

()

0

0

0

République (1879 / 87), les républicains, désormais maîtres du pouvoir, s'unirent dans l'anticléricalisme. Cette période, dite de la «République opportuniste», fut marquée particulièrement par l'influence des «dynasties bourgeoises», d'hommes politiques liés aux milieux des grandes affaires (Rouvier, Freycinet, Ferry) qui poussèrent à de grandes dépenses d'équipement et à une politique coloniale. Après la guerre de 1870 / 71, la République observa en Europe une «attitude de recueillement» et, bien qu'elle eut établi des 1872 le service militaire obligatoire, elle s'efforça de détourner vers l'expansion coloniale les sentiments belliqueux d'une opinion qui rêvait à la «revanche» sur l'Allemagne. Elle n'y réunit qu'à demi . l'impérialisme colonial ne fut jamais en France une vraie passion nationale, comme en Angleterre. A l'extérieur, la III e République avait adopté depuis 1890 une politique très active : l'alliance Franco-russe, si redoutée par Bismarck fut acquise dès 1892. Après une éphémère tentative de rapprochement avec l'Allemagne sous Hanoteaux, Delcassé , bravant l'hostilité de l'opinion publique, réalisa l'Entente cordiale avec l'Angleterre (1904). L'Allemagne, ainsi encerclée, se trouva isolée internationalement lors de la première crise marocaine, à la conférence d'Algésiras (1906), L'occupation de Fès par les troupes françaises (mai 1911) provoqua une vive riposte germanique (envoi la canonnière

parther à Agadir, juill 1911), mais la sagesse de Cailleux, qui souhaitait un réglement pacifique général en Europe, permit d'éviter le conflit tout en assurant notre liberté d'action au Maroc (traité franco-allemande de nov 1911). Cependant le nationalisme, qui s'était quelque peu assoupi au lendemain de l'affaire Dreyfus, connaissait un renouveau de vigueur (fondation de l'Action française quotidienne, 1908). Depuis la crise bosniaque de 1908/09, l'Europe entière glissait d'ailleurs dans la course aux armements. D'une guerre à l'autre (1914/ 39). La première guerre mondiale (V.) coûta à la France 1,400,000 morts ; les dépenses de guerre s'élevèrent à environ 150 milliards de francs-or; la dette publique atteignit 219 milliards de francs. Toute la France du N-E fut dévastée (1,900,000 hectares de terres incultes en 1919; 893.732 bâtiments détruits ou endommagés ; 2400 km de voies ferrées et 1566 km de canaux détruits). L'ébranlement moral fut peut-être plus grave encore. I'optimisme de la «Belle Époque» disparut complètement. La France sentit qu'elle n'avait pu gagner la guerre qu'avec l'aide décisive de l'Angleterre, des États-unis et de la plupart des nations du monde entier («Nous n'avons pas couché seuls avec la victoire», constatait avec amertume l'ancien combattant Drieu La Rochelle). Aussi la France n'était pas en mesure de dicter seule la paix : la conférence de Paris (1919) fit apparaître de graves divergences

 \bigcirc

)

0

0

entre les Alliés et le traité de Versailles (V.), signé le 28 juin 1919, laissa en France presque autant de rancoeurs qu'en Allemagne. La France ne put obtenir l'annexion de la Rhénanie, réclamée par les milieux militaires elle dut se contenter d'une garantie anglo-américaine en cas de nouveau conflit avec l'Allemagne. Comme le sénat américain refusa de ratifier le traité de Versailles, la garantie américaine fut aussitôt perdue, et le Royaume-uni retira la sienne. Les «réparations», imposées à l'Allemagne par la conférence de spa (1920), ne devaient pas être payées régulièrement et, après divers allégements (plan Dawes, 1925; plan young, 1929), cessèrent complètement en 1932. Après le congrès de Tours (1920) fut créé le parti communiste français (S.F.I.C) et la scission dans le mouvement socialiste se répercuta dans l'organisation syndicale, les communistes ayant fondé une C.G.T.U, rivale de la C.G.T. La peur du bolchevisme (l'«homme-au-couteau-entre-les-dents») provoqua la victoire du Bloc national (conservateur et nationaliste) aux élections de déc 1919.

La France, endormie par le slogan « l'allemagne paiera », s'abandonna à l'illusion des réparations, présentées comme une panacée de la crise économique et financière. La victoire de la gauche entraîna un changement de la politique extérieure française : ministre des affaires étrangères presque interruption d'avr. 1925 à janv. 1932, Briand signa les accords de Locarno (1925), qui garantissaient la frontière française de l'Est; l'entrevue Briand-Stresemann à Thoiry (sept 1926) et le pacte Briand kellogg de solennelle renonciation à la guerre (1928) furent des gestes spectaculaires qui firent naître de grands espoirs, mais déchaînèrent la colère des nationalistes allemands et français. Désormais l'antifascisme substituait à l'anticléricalisme comme ciment de l'unité se la gauche. Cette évolution de l'opinion française devait de traduire dans le domaine de la politique étrangère : contre la menace de l'Allemagne hitlérienne, qui s'était retirée de la S.D.N dès oct 1933, Laval s'efforça d'améliorer les rapports avec Mussolini (accords de Rome, janv 1935) et signa un traité d'assistance mutuelle franco-soviétique (2 mai 1935). Mais l'affaire d'Éthiopie et le ralliement de la France, à la sanctions ruinèrent définitivement L'alliance politique des Franco-italienne, en jetant Mussolini dans les bras de Hitler. Lorsque celui-ci dénonça le traité de Locarno et réoccupa militairement la Rhénanie (mars 1936), la France dut se

contenter de protestations verbales, alors qu'on sait aujour d'hui que le führer n'était pas, à cette époque, en mesure de faire face à une riposte militaire française. Les élections des 26 avr et 3 mai 1836 donnèrent la victoire au front populaire, qui obtenait 378 sièges contre 220; cependant cette victoire restait précaire car le parti radical restait l'arbitre situation. Les communistes ayant adopté l'attitude soutien sans participation, le chef du parti-socialiste, Léon Blum forma un gouvernement composé de socialistes et de radicaux. Le gouvernement Blum (juin 1936 / juin 1937) réalisa d'importantes réformes sociales et économiques : accords Matignon (juin 1936); lois sur les conventions collectives, la semaine de quarente heures, les congés payés; nationalisation partielle des industries d'armement; réforme de la Banque de France. Mais Blum se heurtait à l'hostilité des milieux financiers et des grandes sociétés industrielles (« les 200 familles »). La situation financière critique contraignit le ministre des finances, Vincent Auriol, à procéder, en moins d'un deux dévaluations et le franc fut détaché de l'étalon-or (juin 1937). Le front populaire avait fait naître de trop grands enthousiasmes et des espoirs qui furent déçus : dès févr 1937, Blum dut annoncer une « pause» sociale. La politique de nonintervention, qu'il avait adoptée en face de la guerre civile espagnole, provoqua une mésentente croissante entre

0

socialistes et communistes. En juin 1937, Blum dut laisser la direction du gouvernement à Chautemps, radical. L'échec d'une nouvelle tentative de Blum (mars / avr 1938) mit fin pratiquement au front populaire. Les répercussions de la guerre civile espagnole firent grandir les haines politiques en France : à la décision du gouvernement de dissoudre les ligues (juin 1936), les éléments les plus actifs de l'extrême-droite répondirent en créant une organisation terroriste secrète, la Cagoule. En face des progrès de Hitler, la France et son alliée britannique paralysées. L'Occupution de l'Autriche par les semblaient troupes allemandes et la proclamation de l'Anschluss (15 mars 1938) trouva une France sans gouvernement. De plus en plus la politique étrangère française était à la remorque de Londres: l'Angleterre imposa le 30 sept 1938 les accords de munich, qui sacrifièrent la Tchécoslovaquie, mais c'est elle aussi qui, à partir de mai 1936, entraîna la France dans la voie d'une résistance militaire à toute nouvelle expansion hitlérienne. Les Munich avaient fait perdre à la France la accords de confiance des petits pays balkaniques et surtout celle de l' U.R.S.S qui, soucieuse avant tout de sa propre protection, signa avec Hitler le pacte du 23 août 1939. Daladier, qui était à la tête du gouvernement depuis le 9 avr 1938 prit aussitôt des mesures contre les communistes français. Le 1 er sept 1939, les troupes allemandes pénétraient en Pologne; le 3 sept,

quelques heures après le Royaume-uni, la France déclarait la guerre à l'Allemagne.

^{1.} Michel Mourre, Dictionnaire de l'Histoire universelle, Editions universitaires, Paris, 1968 p.p. 753, 761.

Première Partie Premier Chapitre

Section I - Les Faits

- 1. Les faits nous obligent à remonter à la déclaration de guerre, et par conséquent à septembre 1939. Ils seront traités en trois paragraphes:
- La guerre jusqu'à l'armistice de juin 1940;
- Le drame central de l'année 1940, c-à-d l'armistice de juin 1940, et la fin de la III République;
- Les différentes phases du gouvernement de Vichy.
- 1. Première phase : septembre 1939 juin 1940 , l'Allemagne hitlérienne envahit la pologne le 1 er septembre 1939 et la déclaration de guerre de la France et de Grande-Bretagne à l'Allemagne date du 3 septembre .

En principe, la déclaration de guerre, au moins juridiquement, ne paralyse pas le fonctionnement normal des institutions de la III e République. C'est donc, le maintien du gouvernement qui étaient en place, gouvernement présidé par M.Daladier, qui avait fait Munich en septembre 1938. À ce gouvernement de centre gauche, participent un nombre important de radicaux socialistes et parmi eux un certain nombre de notables (comme MM.Camille Chautemps, Marchandeau, campinchi, etc.) et aussi quelques modérés, à titre plus personnel que vraiment représentatif de leur groupe, notamment M.paul Reynaud, ministre des finances depuis

novembre 1938, et m.GeorgeMandel. Quelles positions avaient parlement et le gouvernement français devant les le événements de guerre? La première répercussion concerne le Parti communiste. La guerre a été rendue très directement possible par la signature, à lafin d'août 1939, du pacte staline-Ribbentrop, et une conséquence logique de cette alliance germano-russe a été la dissolution du parti communist par un décret-loi du 26 septembre 1939, donc presque tout de suite après la déclaration de guerre. Néanmoins, ce qui prouve que l'on se résignait difficilement à cette mesure dans un régime pluraliste qu'est la dissolution parti politique important ,pendant quelque temps a d'un subsisté à la Chambre des Députés un groupe intitulé ouvrier et paysan qui était en réalité un groupe du parti communiste. Puis en jenvier 1940, a été prononcée, ce qui était plus grave , la déchéance des députés communistes considérés comme coupables envers la patrie, puisque recevant leurs mots d'ordre d'une puissance qui, ayant à négocier avec les Alliés occidentaux, avait signé un pact avec Hitler. Cette déchéance des députés communistes a été prononcée sur initiative gouvernementales, mais par décision du parlement acquise à l'unanimité, réserve faite naturellement des intéressés, qui étaient en prison ou enfuite.

Une seconde répercussion des événements vient de ce que l'on

a appelé la drôle de guerre. La liquidation de la pologne a été faite en trois semaines. Après cette liquidation rapide, il ya pratiquement l'absence de toute opération militaire jusqu'au printemps de 1940. Les Allemands sont dans leur ligne fortifiée, la ligne Siegfried les Français sont dans la leur, la ligne Maginot, et l'on ne bouge pas. Eclate cependant l'affaire finlandaise. La finlande est en guerre avec sa voisine la Russie soviétique, et elle doit se résigner à l'armistice le 10 mars 1940. Il semble que dans cette affaire, le gouvernement de M.Daladier n'aitpas prévu aussi nettement et aussi vite que l'opinion publique le souhaitait, une intervention pro-finlandaise.

M.Daladier , que 1'on appelait parfois le «taureau du vaucluse» , avait auprès de , ses adversaires la réputation d'être un «roseau peint en fer» et c'est le sentiment qui prévaut dans l'affaire finlandaise. A un vote de confiance , M.Daladier n'a pour lui que 239 voix cependant quil y a plus de 300 abstention ; il n'y a pas de majorité contre lui , mais il est claire qu'il n'aplus le soutien de l'opinion parlementaire traduisant dans une assez large mesure l'opinion publique. On cherche quelqu'un qui soit plus décidé à «faire la guerre» , comme disait clemenceau en 1917 , et l'homme qui apparaît qualifié pour faire cette politique est précisément le ministre des finances de M.Daladier , M.Paul Reynaud.

Il remplace donc M.Daladier le 21 mars 1940 M.Paul Reynaud

est un homme du centre droit; il est désireux de faire du nef ,il n'a pas été d'accord sur la politique suivie au moment de Munich et depuis ; c'est , d'autre part , un homme qui atoujours été isolé au sein de ses amis politiques, parcequ'il toujours prôné des thèses qui n'étaient pas celles de a l'orthodoxie modérée, il a été à fond en faveur d'une dévaluation dont les autres ne voulaient pas, il a toujours soutenu des positions un peu aventureuses. M.Paul Reynaud voulant faire un gouvernement d'union et d'action nationales rencontre à la fois l'hostilité des radicaux puisqu'il touche à leur chef, M.Daladier, tout en le gardant avec lui ,et l'hos tilité ou la réticence des modérés, etil lui faut s'appuyer davantage sur les socialistes qu'il fait rentrer au gouvernement. L'intention de M.Paul Reynaud est de mener une politique active au point de vue militaire. Il ne rencontre pas facilement l'adhésion de la chambre, qui ne voulait pas de la politique de M.Daladier, mais qui est étonnée devant les initiatives de M.Paul Reynaud. Il a pour lui 268 voix, qui sont presque toutes des voix de la gauche, il en a contre lui 156, il ya 111 abstentions. Autrement dit, 268 députés se sont prononcés pour , 267 ou bien se sont prononcés contre , oubien se sont abstenus. On situe ainsi l'atmosphère de division politique dans laquelle se présentait l'action du gouvernement affirmant sa volonté de poursuivre une politique